

RAPPORT N° 2025/3-01
au bureau de la Communauté
en séance du jeudi 26 juin 2025

OBJET

REHABILITATION DE LA STATION DE TRAITEMENT D'EAU POTABLE DE BELLEPIERRE – MODIFICATION DU PLAN DE FINANCEMENT

- Ce rapport s'inscrit dans l'ENGAGEMENT 21 « S'engager vers une utilisation raisonnée de l'eau potable y compris le traitement de l'assainissement » dans le cadre de l'ORIENTATION 3 « Conduire une Politique de Transition Ecologique » du projet politique de la CINOR

Par Délibération N° 2025/2-03 du 3 avril 2025, vous m'avez autorisé à solliciter les subventions pour le financement des travaux de réhabilitation de la station d'eau potable de Bellepierre sur la commune de Saint-Denis.

Le plan de financement présenté était le suivant :

PLAN DE FINANCEMENT		
SOURCES DE FINANCEMENTS	TAUX (%)	MONTANT (HT)
UNION EUROPEENNE Programme Opérationnel FEDER 2021-2027 Action 2.5.2 « Création et extension d'usines de potabilisation de l'eau »	34,12 %	10 000 000,00 €
Office Français de la Biodiversité Solidarité interbassins	14,67 %	4 300 000,00 €
Etat Contrat de Convergence Territorial	15,01 %	4 400 000,00 €
Maître d'ouvrage : CINOR (Budget annexe eau potable)	36,02 %	10 606 491,00 €
TOTAL (HT)		29 306 491,00 €

Suite à l'instruction de l'éligibilité du dossier par le comité de programmation réunissant les services de l'Etat, la CINOR a été informé qu'il ne pourra pas être accordé de subvention à ce projet au titre du contrat de convergence territoriale.

En conséquence, le plan de financement initialement prévu doit être modifié afin de garantir la poursuite de l'opération dans le respect des engagements pris.

Au vu de l'ensemble des éléments exposés, le nouveau plan de financement s'établirait comme suit :

PLAN DE FINANCEMENT		
SOURCES DE FINANCEMENTS	TAUX (%)	MONTANT (HT)
UNION EUROPEENNE Programme Opérationnel FEDER 2021-2027 Action 2.5.2 « Création et extension d'usines de potabilisation de l'eau »	34,12 %	10 000 000,00 €
Office Français de la Biodiversité Solidarité interbassins	14,67 %	4 300 000,00 €
Maître d'ouvrage : CINOR (Budget annexe eau potable)	51,21 %	15 006 491,00 €
TOTAL (HT)		29 306 491,00 €



Par conséquent, je vous prie de bien vouloir :

Accusé de réception en préfecture
974-249740119-20250626-BC2025-3-01-DE
Date de télétransmission : 09/07/2025
Date de réception préfecture : 09/07/2025

- approuver le plan de financement précédent pour les travaux de réhabilitation de la station de traitement d'eau potable de Bellepierre,
- autoriser le Président à solliciter les subventions et signer les conventions de financement et tous les actes y afférents,
- approuver la participation financière de la CINOR d'un montant de **15 006 491,00 €** prévue dans le plan de financement, auquel s'ajoute le préfinancement de la T.V.A.

Je vous prie de bien vouloir en délibérer.

**Le Président,
Maurice GIRONCEL**



**DECISION N°2025/3-01
Du bureau de la Communauté
en séance du 26 juin 2025**

OBJET

**REHABILITATION DE LA STATION DE TRAITEMENT D'EAU POTABLE DE BELLEPIERRE – MODIFICATION
DU PLAN DE FINANCEMENT**

Ce rapport s'inscrit dans l'ENGAGEMENT 21 « S'engager vers une utilisation raisonnée de l'eau potable y compris le traitement de l'assainissement » dans le cadre de l'ORIENTATION 3 « Conduire une Politique de Transition Ecologique » du projet politique de la CINOR

LE BUREAU DE LA COMMUNAUTE

Vu les dispositions du CGCT ;

Considérant que l'article L. 5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales, permet à l'organe délibérant de tout EPCI d'accorder des délégations d'attributions au Bureau Communautaire ;

Considérant que dans son avis rendu le 17 décembre 2003, le Conseil d'Etat a jugé que (...) « l'article L.5211-10 autorise l'organe délibérant à déléguer librement ses attributions au Bureau dans toutes les matières autres que les sept qui y sont énumérées par le présent article » (Conseil d'Etat, avis, 17 déc. 2003/n° 258.616, Préfet du Nord) ;

Considérant que le 10 juillet 2020, affaire n° 2020/1-07 le Conseil Communautaire a délégué au Bureau les compétences suivantes :

1. Pour les actes visant la gestion du personnel et la gestion de la rémunération des conseillers communautaires ;
2. Pour attribuer ou résilier les marchés publics et accord-cadre de travaux, fournitures et services y compris maîtrise d'œuvre qui sont supérieurs au seuil des procédures formalisées défini par décret et pour les marchés et accords-cadres de travaux passés après procédure adaptée excédant 1 000 000 d'euros HT (y compris, pour une opération de travaux, tous les lots afférents à cette opération passés en procédure adaptée sur la base des dispositions de l'article 27-III du CMP), ainsi que toutes décisions concernant leurs avenants.
3. Pour prendre toutes décisions concernant les remises éventuelles de pénalités contractuelles (partielles ou totales), liées aux marchés et accords-cadres pour tout type de procédure formalisée ou non ;
4. Pour les plans de financement et des demandes de subventions liés aux dossiers relatifs aux différents marchés susvisés ;
5. Pour les conventions de mandat de maîtrise d'ouvrage, les conventions Publiques d'Aménagement et les concessions d'aménagement ;
6. Pour les conventions avec EDF/GDF, France télécom, CISE, VEOLIA EAU ;
7. Pour les conventions pour les déplacements de réseau et plus généralement toutes les conventions d'occupation du domaine public ;
8. Pour le déclassement du domaine public intercommunal concernant les matériels et mobiliers ;
9. Pour les conventions de toutes natures en relation avec le fonctionnement de la CINOR ;

Considérant par ailleurs que les affaires déléguées par le Conseil Communautaire ne figurent pas parmi les exceptions visées par les sept items de l'article L. 5211-10 du CGCT ;

Considérant enfin que le Bureau Communautaire est devenu depuis 2001 du fait des délégations attribuées par le Conseil Communautaire, l'organe délibérant pour les affaires déléguées ;

Vu l'avis des Commissions,

Accusé de réception en préfecture
974-249740119-20250626-BC2025-3-01-DE
Date de télétransmission : 09/07/2025
Date de réception préfecture : 09/07/2025

**APRES EN AVOIR DELIBERE
DECIDE**

ARTICLE 1

D'approuver le plan de financement pour les travaux réhabilitation de la station de traitement d'eau potable de Bellepierre.

PLAN DE FINANCEMENT		
SOURCES DE FINANCEMENTS	TAUX (%)	MONTANT (HT)
UNION EUROPEENNE Programme Opérationnel FEDER 2021-2027 Action 2.5.2 « Création et extension d'usines de potabilisation de l'eau »	34,12 %	10 000 000,00 €
Office Français de la Biodiversité Solidarité interbassins	14,67 %	4 300 000,00 €
Maître d'ouvrage : CINOR (Budget annexe eau potable)	51,21 %	15 006 491,00 €
TOTAL (HT)		29 306 491,00 €

ARTICLE 2

D'autoriser le Président à solliciter les subventions et signer les conventions de financement et tous les actes y afférents.

ARTICLE 3

D'approuver la participation financière de la CINOR d'un montant de **15 006 491,00 €** prévue dans le plan de financement, auquel s'ajoute le préfinancement de la T.V.A.

Nombre de votants : 10
Suffrages exprimés : 10
Vote pour : 10
Vote contre : 00
Abstention : 00

Pour extrait certifié conforme
Fait à Sainte-Clotilde

08 JUL 2025

**Le Président,
Maurice GIRONCEL**

Communauté
intercommunale
du Nord
Département de la Réunion
C.I.N.O.R.